



État d'Israël assassin, puissances impérialistes complices : halte au massacre des Palestiniens

Le 29 février, la guerre menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens de la bande de Gaza a franchi un nouveau cap dans l'horreur. L'armée israélienne a ouvert le feu, alors que des familles palestiniennes, en proie à la famine, tentaient d'accéder à un convoi d'aide alimentaire : un nouveau bain de sang, au moins 110 personnes ont été tuées et 760 autres blessées.

La famine comme arme de guerre

Après son broyage méthodique par l'armée israélienne, la bande de Gaza n'est plus qu'un champ de ruines. Les réfugiés venant du nord du territoire palestinien sont bombardés au sud, les hôpitaux sont détruits ou hors d'état de fonctionner. Ce massacre à ciel ouvert dure depuis cinq mois et a fait plus de 30 000 morts. Les survivants sont confrontés à la famine et à l'absence de soins. Selon le PAM, le Programme alimentaire mondial, Gaza connaît actuellement « le pire niveau de malnutrition infantile au monde ». En effet, le gouvernement israélien bloque tout ravitaillement et les rares camions d'aide humanitaire autorisés à rentrer sont souvent pris pour cible par les tirs. Les évacuations médicales sont impossibles. Depuis qu'Israël, sans fournir aucune preuve, a accusé certains des employés de l'UNRWA d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre, l'agence onusienne chargée des réfugiés palestiniens est privée de subventions par de nombreux pays et son fonctionnement est paralysé.

Le but du gouvernement Netanyahu, qui n'a que faire des 130 otages israéliens encore détenus, est de chasser tous les Palestiniens de Gaza. Et de tuer ceux qui resteraient. La Cisjordanie est aussi victime d'une forme de nettoyage ethnique par des colons surarmés. À Gaza, des soldats israéliens se filment triomphalement dans les décombres des maisons palestiniennes, dans ce qui reste d'une chambre d'enfant, mettent le feu au peu de nourriture qu'ils trouvent. Ce gouvernement, qui s'appuie sur l'extrême droite suprémaciste, assume devant le monde entier ses crimes de guerre.

L'impérialisme en guerre contre les peuples

Ce massacre des civils palestiniens se déroule avec la complicité des grandes puissances. Les États-Unis arment Israël à flux tendu, mais d'autres pays européens le font aussi. La France a suspendu ses financements à l'UNRWA au moment où c'est la survie même des Palestiniens de Gaza qui est en jeu. Avec hypocrisie, le gouvernement Macron dit du bout des lèvres que cette guerre va un peu trop loin, mais il emboîte le pas au gouvernement américain pour continuer à soutenir la politique de Netanyahu. En Israël même pourtant, des milliers de personnes ont encore manifesté samedi 2 mars pour dénoncer cette politique, réclamer un cessez-le-feu et des négociations dans le but de libérer les otages. Ils sont conscients que ce gouvernement mène une guerre sans fin et réclament des élections anticipées.

La politique de l'impérialisme, c'est la guerre contre les peuples. Le principe du « diviser pour mieux régner » apparaît dans toute son atrocité en Israël-Palestine. Les dépenses militaires sont en hausse partout dans le monde. En France, la loi de programmation militaire fera de la Défense le premier poste du budget de l'État, devant l'Éducation nationale. Macron chaussait récemment ses rangs, déclarant qu'il envisageait la possibilité d'envoyer des troupes françaises combattre en Ukraine...

Face à ce monde guerrier, seule la révolte des peuples du monde entier contre leurs propres dirigeants et contre l'exploitation capitaliste qu'ils incarnent pourra remettre en cause cette boucherie sans fin.



Honni soit l'ONI

L'Ordre National des Infirmiers a convoqué mardi 27 février 11 infirmiers du centre de dialyse de Sète, en leur reprochant selon les mots de leur avocate « d'avoir empêché la continuité des soins pour les patients ». L'hôpital était en grève à 80 % du 12 au 17 octobre dernier et les patients encourageaient !

Si la direction n'a pas apprécié et a appelé les renforts de l'Ordre, sûr que les salariés de l'hôpital auront toujours les patients avec eux contre les remises en cause du droit de grève.

Juniors doctors en grève pour +35% de salaire !

Nouvelle grève de 5 jours pour les *junior doctors*. Ils et elles se sont mobilisés pendant plusieurs mois en 2023 et ils étaient en grève 6 jours au mois de janvier. Ils et elles réclament des augmentations de salaire de 35 % étalées sur plusieurs années. Malgré les listes d'attentes énormes, le gouvernement continue de reprocher au syndicat British Medical Association de ne pas accepter sa proposition d'augmenter jusqu'à 10,3% les salaires.

Parle toujours... Il ne fait que répandre encore plus l'idée que la grève est la seule chose qu'il entende.

1 brancards, 2 brancards, ... , 170 brancards

Le nombre journalier de patients sur brancards calculé en janvier s'élève à 170 selon les chiffres officiels de la dernière CME de l'AP-HP... alors que l'épidémie de grippe diminue et que le pic a été moins élevé que l'an dernier ! Au 21^{ème} siècle, dans des hôpitaux qui prétendent attirer les riches patients étrangers, il manque toujours des embauches et des lits !

Paraît-il que ça va mieux à l'embauche ?

La direction se fait fort de recruter, mais les chiffres de janvier sont sans appel : en janvier 2024 207 infirmières sont arrivées tandis que 249 autres quittaient le navire. Bilan des courses 42 collègues en moins.

Il faut embaucher et non faire fuir : meilleurs salaires et meilleures conditions de travail, voilà la recette.

Qui regarde la météo reste au bistro

Le bilan du thermomètre social de la commission médicale d'établissement (CME) de février malgré un faible taux de participation (moins de 20% pour Bichat), nous fait quand même ressentir, dans une certaine mesure, l'état des services, eh oui : quand près de 3/5 de l'hôpital (dont plus de 80% chez les internes) estiment ne pas être confiants dans l'avenir de l'AP-HP, ça en dit long sur la qualité des services, quand la moitié du personnel de l'AP-HP affirme ne pas avoir de temps nécessaire ni les moyens nécessaires pour bien faire son travail, ça en dit long. Les chiffres ne sont pas bons.

Il faut du pognon pour les services, pour des locaux neufs, la réouverture de lits, l'embauche de personnel que réclament (à raison) les collègues en psychiatrie, l'AP-HP le sait, il nous faudra l'arracher ce pognon, et par du mouvement.

Ce bulletin est le tien, laisse-le où tu veux qu'il soit lu

Internes : toujours moins de temps de repos !

La dernière enquête sur le temps de travail des internes montre que certains (10%) feraient jusqu'à 80h de travail par semaine soit plus du maximum légal autorisé. Le temps de travail moyen des internes s'élève à 59h hebdomadaires. C'est de l'exploitation. On a beau être à l'hôpital, l'exploitation ça ne se soigne pas, ça se combat !

2 millions d'euros de médicaments anti-cancéreux

Fait divers : le vol d'une palette de Keytruda à la pharmacie centrale de l'AP-HP à Nanterre, il y a 3 mois. Chiffres : 2 400 € le flacon de 4 ml. et 5 000 € l'injection, "l'un des produits qui rapportent le plus au monde", selon *Le Parisien*. Il y a les petits profiteurs et les gros profiteurs : les laboratoires pharmaceutiques.

Le 8 mars, en grève et dans la rue !

Ça y est ! Le 4 mars, le Congrès a adopté la reconnaissance de l'avortement comme une « liberté garantie ». Il s'est encore trouvé 72 parlementaires pour voter contre. Presque 50 ans après sa légalisation, le droit à l'avortement a donc encore des adversaires déclarés. La liberté est maintenant garantie par la Constitution, reste maintenant à faire appliquer ce droit et permettre à toutes les femmes qui souhaitent avorter de le faire dans les meilleures conditions possibles.



Ecoutez Selma, conductrice à la RATP :

Pour les droits des femmes et contre les violences sexistes et sexuelles nous vous appelons à venir nombreuses et nombreux à la manifestation qui aura lieu à Paris :



VENDREDI 8 MARS 14H PLACE GAMBETTA (LIGNE 3 ET 3BIS)

N'expulsez pas notre collègue, laissez-le travailler !

À Joigny, un réfugié cubain, Arael Ortiz-Cartier, s'est vu signifier un refus de sa demande d'asile. Il est menacé d'expulsion. Il s'agit pourtant d'un collègue médecin spécialiste en chirurgie orthopédique et en traumatologie qui ne demande qu'à travailler dans cette région qui manque cruellement de soignants. Il a même déjà reçu une promesse d'embauche du directeur de l'hôpital de Joigny s'il obtient le droit de rester en France ! Fichez la paix à notre collègue et à tous les réfugiés ! Des papiers pour tous !

Les aveugles

Bichat est donc certifié "Haute Qualité des soins" par la Haute Autorité de Santé. Ces instances ont tellement pris de la hauteur... qu'ils n'ont sans doute pas vu tous les problèmes qu'on rencontre à Bichat.

Ils n'ont sans doute pas vu le rassemblement contre la fusion-suppression de Bichat jeudi 29 février, projet qui rendra « hautement » tendu le travail dans les services !

Ils ne doivent rien voir des nombreux EIG qu'on fait. Rien à attendre de tout ces myopes !